

Service mer et littoral

N° DDTM CM-S-2026-003

**ARRETE**  
**PORTANT LEVÉE DE L'INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU**  
**TRANSPORT, DE LA PURIFICATION, DE L'EXPÉDITION, DU STOCKAGE, DE LA**  
**DISTRIBUTION, DE LA COMMERCIALISATION ET DE LA MISE À LA CONSOMMATION**  
**HUMAINE DES COQUILLAGES DU GROUPE 2 (BIVALVES FOUSSEURS) GROUPE 3**  
**(BIVALVES NON FOUSSEURS) EN PROVENANCE DE LA ZONE DE PRODUCTION 50.07**  
**(POINTE DE SAIRE)**

LE PRÉFET DE LA MANCHE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n° 853/2004 modifié du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale et les règles spécifiques des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (UE) n° 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 27 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux ;

**Vu** le règlement (UE) n° 2019/627 du 15 mars 2019 établissant des modalités uniformes pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

**Vu** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux ;

**Vu** le Code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** l'article L 1311-4 du Code de la santé publique ;

**Vu** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 modifié, relatif à la création, à l'organisation professionnelle et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

**Vu** le décret n° 2014-1608 du 26 décembre 2014, relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;

**Vu** le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001, réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales des territoires et de la mer ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 27 août 2025 portant nomination de M. Marc CHAPPUIS, préfet de la Manche ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 fixant les conditions de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et de reparcage des coquillages vivants ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2025 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants dans le département de la Manche ;

**Vu** le cahier des prescriptions du réseau microbiologique (REMI) approuvé en février 2025 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° CM-S-2026-002 du 05 mai 2026 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine des coquillages du groupe 2 (bivalves fouisseurs) et du groupe 3 (bivalves non fouisseurs) en provenance de la zone de production 50.07 (Pointe de Saire) ;

**Vu** le bulletin de levée d'alerte REMI émis par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Manche, le 13 mai 2026 suite à l'obtention de 2 résultats consécutifs favorables (résultats de 20 et 20 E.coli/100g) suite aux prélèvements réalisés les 05 et 11 mai 2026 ;

**Vu** la consultation de la DDPP et de l'ARS, conformément à l'article R231-39 du code rural et de la pêche maritime, en date du 13 mai 2026 ;

**Considérant** les résultats des tests effectués sur des huîtres (bivalves non fouisseurs - groupe 3) prélevées les 05 et 11 mai 2026 dans la zone de Pointe de Saire (zone 50.07), émis par le laboratoire d'analyses de la Manche (LABEO 50) les 07 et 13 mai 2026 ;

**Considérant** la non persistance de la contamination bactérienne ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Manche ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1 :** L'arrêté préfectoral n° CM-S-2026-002 du 05 mai 2026 est abrogé. En conséquence, l'interdiction de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation, pour la consommation humaine, des coquillages bivalves fouisseurs et non fouisseurs (groupe 2 et 3) en provenance de la zone de Pointe de Saire (zone 50.07) est levée à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 2 :** Le porter à connaissance de cet acte est réalisé auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM), comité régional de la conchyliculture Normandie – mer du nord (CRC) et des maires des communes de Saint-Vaast-la-Hougue et de Réville et auprès du public par affichage par les maires des communes sur les sites concernés. L'information des professionnels est assurée par le CRC et par le CRPMEM.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Manche, le directeur départemental de la protection des populations de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Manche.

À Saint-Lô, le  
Le Préfet

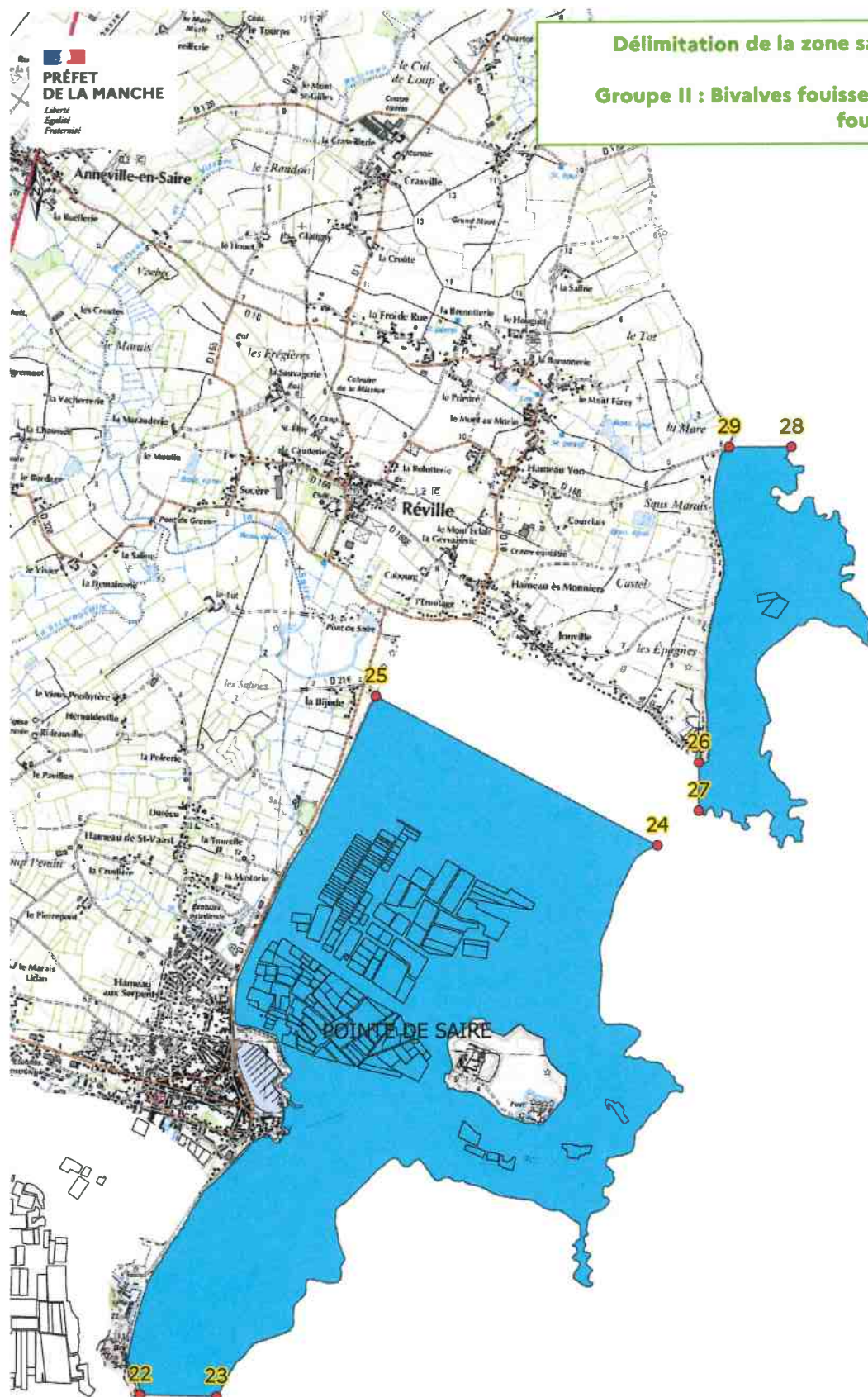
**13 MAI 2026**

**Marc CHAPPUIS**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le tribunal administratif de Caen, 3, rue Arthur Le Duc BP 25086 14050 Caen cedex - juridiction territorialement compétente, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.*

destinataires:

- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (direction générale de l'alimentation / bureau des produits de la mer et d'eau douce),
- Préfecture de la Manche,
- Sous-préfectures d'Avranches, Coutances , Cherbourg,
- Direction départementale des territoires et de la mer de la Manche,
- Direction départementale de la protection des populations de la Manche,
- Agence régionale de santé de Normandie,
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer/Laboratoire environnement ressources de Normandie,
- Pôle d'analyses et de recherche de Normandie (Labéo Manche),
- Agence de l'eau Seine-Normandie,
- Office international de l'eau (OIEAU)
- Conservatoire du littoral (délégation de Caen),
- Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie,
- Comité régional de la conchyliculture Normandie-Mer du Nord,
- Centre national de surveillance des pêches,
- Centre d'appui au contrôle de l'environnement marin (CACEM)
- Comité départemental de la Manche de la pêche maritime de loisir,
- Association valorisation rivières initiatives locales (association AVRIL),
- Association pour une pêche à pied respectueuse de la ressource (APP2R),
- Association pour la sauvegarde des pêches traditionnelles en Baie du Mont-Saint-Michel (SAUTRAPEC)
- Association des pêcheurs amateurs de la Manche (APAM le Sénéquet),
- VivArmor nature,
- Syndicat du SAGE Côtiers Ouest Cotentin,
- Synergie mer et littoral (SMEL),
- Groupement de gendarmerie maritime de la Manche et de la mer du Nord,
- Groupement départemental de gendarmerie de la Manche,
- Conseil départemental de la Manche,
- Communauté d'Agglomération Le Cotentin,
- Mairie de Saint-Vaast-la-Hougue
- Mairie de Réville



## Délimitation de la zone sanitaire 50-07 Pointe de Saire

Groupe II : Bivalves fouisseurs et Groupe III : Bivalves non fouisseurs



VU pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral  
du 13 mai 2026

A Saint-Lô, le 13 mai 2026

Pour le Préfet  
La Cheffe de Service

*Jief*  
Véronique Nade

-  Surfaces conchyliques concédées au 1er janvier 2026
-  Linéaires mytilicoles concédés au 1er janvier 2026
-  Sommet des zones sanitaires (cf annexe 2 à l'arrêté de classement de salubrité)

0 500 1 000 m



